

## **MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**Ministère de la Justice**  
**Direction interrégionale des Services pénitentiaires de Paris**  
Département du Budget et des Finances  
**Unité des Achats et des Marchés Publics**  
3, avenue de la Division Leclerc  
B.P. 103  
**94267 FRESNES CEDEX**  
**Tél: 01 88 28 70 00**

**PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE DES LOCAUX DU RESSORT DE LA  
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES (D.I.S.P) DE PARIS**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)**

**N°10022025**

## **SOMMAIRE**

<b>ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES -----</b>	<b>7</b>
1.1– Objet du marché -----	7
1.2 – Type de marché -----	7
1.3 – Mode de passation et forme du marché-----	7
1.4 - Périmètre du marché -----	7
1.5 - Décomposition en lots-----	7
1.6 – Normes -----	9
1.7- Variantes et options et clauses de réexamen -----	9
1.8 - Redressement ou liquidation judiciaire -----	10
<b>ARTICLE 2 - DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE - DEBUT DES PRESTATIONS -----</b>	<b>11</b>
2.1– Durée et reconduction du marché -----	11
2.2– Début des prestations -----	11
<b>ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE -----</b>	<b>11</b>
3.1 - Pièces particulières : -----	11
3.2 - Pièces générales -----	12
<b>ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE-----</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 5 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES -----</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 6 – MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS -----</b>	<b>12</b>
6.1 - Obligations générales -----	12
6.2 – Obligation de résultat -----	13
6.3 – Obligation du titulaire -----	13
6.4 – Dispositions générales -----	14
<b>ARTICLE 7 – RECEPTION ET OPERATION DE VERIFICATION -----</b>	<b>15</b>
<b>ARTICLE 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET FRAIS DE TRANSPORT-----</b>	<b>16</b>
<b>ARTICLE 9 – PENALITES ET SANCTIONS POUR DEFAUT D’EXECUTION DES PRESTATIONS N’ENTRAINANT PAS LA RESILIATION DU MARCHE -----</b>	<b>16</b>
9.1 – Pénalités -----	16
9.2 – Sanctions encourues en cas de non respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé-----	18
<b>ARTICLE 10 - CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS-----</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHE - CONTENU – VARIATION -----</b>	<b>20</b>
11.1- Prix du marché-----	20
11.2- Répartition du montant en cas de groupement -----	20
11.3- Contenu des prix -----	20
11.4 – Type de variation des prix -----	20
11.5 – Mois d’établissement des prix -----	20

11.6 – Actualisation des prix-----	20
11.7 – Arrondis-----	21
<b>ARTICLE 12 – AVANCES -----</b>	<b>21</b>
12.1 - Conditions de versement et de remboursement -----	21
12.2 - Garanties financières de l'avance -----	21
<b>ARTICLE 13 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT -----</b>	<b>21</b>
13.1- Présentation des demandes de paiement par le titulaire -----	22
13.2 – Modalités et délai de paiement -----	23
13.3 – Modalités et délai de paiement -----	23
<b>ARTICLE 14 – GESTION ET SUIVI DU MARCHE -----</b>	<b>24</b>
14.1 – Interlocuteurs du marché -----	24
14.2 – Forme des notifications et communications -----	24
<b>ARTICLE 15 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE -----</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE -----</b>	<b>25</b>
16.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché -----	25
16.2 – Confidentialité des données -----	25
<b>ARTICLE 17 – CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES -----</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 18 – REPRISE DU PERSONNEL -----</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 19 – HYGIENE ET SECURITE -----</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 20 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES -----</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 21 – NANTISSEMENT -----</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 22 – ASSURANCES -----</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 23 – RESILIATION -----</b>	<b>27</b>
23.1 – Résiliation du marché -----	27
23.2 – Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé -----	27
<b>ARTICLE 24 - DROIT, LITIGE ET LANGUE -----</b>	<b>27</b>
<b>ARTICLE 25 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES -----</b>	<b>28</b>
<b>ARTICLE 26 - DEROGATION AU C.C.A.G. -----</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 27 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE -----</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 28 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT -----</b>	<b>29</b>
<b>ARTICLE 29 – DIMENSION SOCIALE : DIVERSITE ET EGALITE F/H -----</b>	<b>29</b>

## **DEFINITIONS :**

**Administration** : désigne la Direction et les services relevant du ministère de la Justice. Elle participe à l'exécution des décisions pénales et au maintien de la sécurité publique. Elle met en œuvre des actions de réinsertion sociale des personnes placées sous main de justice.

**Capacité d'accueil** : des Établissements désignée également **Capacité théorique** des établissements se définit de manière théorique par la somme des cellules utilisées pour héberger les détenus placés en détention. Pour chaque établissement cette capacité d'accueil est calculée en nombre de places par référence à des critères de superficie édictés par la circulaire NOR. E 88 40016 C du 17 mars 1988.

**Centre de détention (CD)** : désigne un établissement pénitentiaire accueillant les personnes majeures condamnées. Leur régime de détention est orienté principalement vers la resocialisation des détenus.

**Centre pénitentiaire (CP)** : établissement pénitentiaire qui comprend au moins deux (2) quartiers à régime de détention différents : [maison d'arrêt](#), [centre de détention](#) et/ou [maison centrale](#).

**Chef d'Établissement** : désigne le directeur des services pénitentiaires nommé par arrêté ministériel pour diriger et gérer un établissement pénitentiaire.

**Condamné** : désigne la personne déclarée coupable d'avoir commis une [infraction](#) par une décision définitive.

**Prévenu** : désigne la personne (en liberté ou détenue dans un établissement pénitentiaire) poursuivie pour délit ou crime, et qui n'a pas encore été jugée ou dont la condamnation n'est pas définitive.

**Détenu** : désigne une personne écrouée dans un établissement pénitentiaire.

**Établissement pénitentiaire** : il existe plusieurs types d'établissements pénitentiaires selon le régime de détention et les catégories de condamnations : les [centres de détention](#) (CD), les [centres pénitentiaires](#) (CP), les [centres de semi-liberté](#) (CSL), les [maisons d'arrêt](#) (MA), les [maisons centrales](#) (MC), les établissements pour mineurs (EPM).

**Maison d'arrêt (MA)** : établissement pénitentiaire qui reçoit les prévenus et les condamnés dont la durée de peine restant à purger est inférieure à 1 an, ou les condamnés en attente d'affectation dans un établissement pour peine ([centre de détention](#) ou [maison centrale](#)). Certaines maisons d'arrêt disposent d'un quartier spécifique pour recevoir des mineurs, séparés des adultes.

**Maison centrale (MC)** : établissement qui reçoit les condamnés de longue peine. Leur régime de détention est axé essentiellement sur la sécurité.

**État** : désigne le Ministère de la justice représenté par la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

**Notification** : la notification transforme le projet de contrat en Marché et le candidat en Titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie certifiée conforme du Marché au Titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise contre récépissé.

**Service Général** : désigne le travail des personnes détenues affectés à des activités concourant au fonctionnement courant de l'établissement pénitentiaire, notamment la maintenance, l'entretien des locaux, la préparation ou la distribution des repas, et des produits cantinés.

**Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP)** : structure départementale de l'administration pénitentiaire. Le SPIP est chargé du suivi des personnes condamnées incarcérées (milieu fermé) ou non (milieu ouvert) confiées par l'autorité judiciaire : suivi individuel ou collectif.

## **PRESENTATION DES POUVOIRS ADJUDICATEURS**

### Le Ministère de la Justice

Pour une présentation du Ministère de la Justice, le candidat peut consulter le site Internet à l'adresse suivante : [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr);

### La Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP)

#### Les missions de la DAP

#### **L'exécution des décisions de justice**

L'Administration Pénitentiaire prend en charge les personnes placées sous main de justice.

Les mesures prononcées à leur égard peuvent intervenir avant ou après le jugement. Elles sont exécutées soit en milieu fermé, dans les prisons, soit en milieu ouvert, sans enfermement ou après la sortie (D.544 du code de procédure pénale).

- ✓ En milieu fermé, une personne est soit appelée « prévenu » en attente de jugement ou « condamné » exécutant une peine privative de liberté.
- ✓ En milieu ouvert, la personne est suivie par un Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (dit « SPIP »), dans le cadre d'une mesure de milieu ouvert comme, la libération conditionnelle, le sursis avec mise à l'épreuve, le travail d'intérêt général des mesures de sûreté, le contrôle judiciaire, la surveillance judiciaire, la surveillance électronique mobile, le suivi socio-judiciaire.

#### **La réinsertion sociale**

L'Administration Pénitentiaire met en place, avec des partenaires publics ou associatifs, des dispositifs d'insertion (hébergement, emploi, suivi médical, enseignement par exemple) qu'elle propose aux personnes détenues et aux personnes suivies par les SPIP.

En milieu fermé, les actions développées doivent permettre de prévenir la récidive, de prévenir le suicide, maintenir les liens familiaux et de préparer leur sortie. En milieu ouvert, les personnels d'insertion et de probation ont un rôle de contrôle, de conseil et d'orientation vers les organismes et les associations compétents, selon les obligations ordonnées par les juridictions.

La législation pénale pose en principe l'individualisation des peines en milieu ouvert comme en milieu fermé. L'exécution de la peine tient compte de la personnalité, du comportement et des possibilités de réinsertion de la PPSMJ.

Au nom de ce principe, la juridiction de l'application des peines dispose de différentes mesures d'individualisation de la peine : libération conditionnelle, placement en semi-liberté, placement à l'extérieur, placement sous surveillance électronique. Le juge de l'application des peines (JAP) décide des mesures à prendre en s'appuyant sur l'avis des personnels des SPIP et des établissements.

#### **Les structures de la DAP**

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, la Direction de l'Administration Pénitentiaire est l'une des six directions du Ministère de la Justice.

A sa tête, le directeur est nommé par décret du Président de la République, sur proposition du garde des Sceaux. Elle se compose d'une Administration centrale et de services déconcentrés (Directions Interrégionales, établissements pénitentiaires et SPIP).

## **L'Administration centrale**

L'Administration centrale de la direction de l'Administration Pénitentiaire est organisée en :

- ✓ quatre sous directions (sous-direction des missions, sous-direction du pilotage et de la sécurité des services, sous-direction des métiers et de l'organisation des services, sous-direction des ressources humaines et des relations sociales),
- ✓ deux services (service de la communication et des relations internationales, inspection des services pénitentiaires).

## **Les services déconcentrés**

### Les Directions Interrégionales des Services Pénitentiaires (DISP)

L'échelon de déconcentration retenu par la direction de l'Administration Pénitentiaire est la région pénitentiaire.

Il existe neuf directions interrégionales des services pénitentiaires (ci-après dites « DISP ») et une mission des services pénitentiaires de l'outre-mer.

Les directions interrégionales animent, contrôlent et coordonnent l'activité des établissements pénitentiaires et des services pénitentiaires d'insertion et de probation de leur ressort.

### Les établissements pénitentiaires

Il existe trois catégories d'établissements pénitentiaires :

Les maisons d'arrêt (MA) reçoivent les prévenus (personnes en attente de jugement) ainsi que les condamnés dont le reliquat de peine n'excède pas un an lors de leur condamnation définitive. Il existe une maison d'arrêt au moins par département (sauf le Gers).

Les établissements regroupent maisons centrales (MC), centres de détention (CD), centres de semi-liberté (CSL), centres pénitentiaires (CP), quartiers pour peines aménagées (QPA) en fonction du type de population pénale qu'ils accueillent.

Les établissements pour mineurs (EPM) accueillent les jeunes de 13 à 18 ans.

### Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation (SPIP)

Les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation sont des structures administratives départementales regroupant, au niveau de chaque département géographique, l'ensemble des ressources humaines et des moyens affectés aux missions d'insertion et de probation en milieu ouvert et fermé.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1– Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la prestation d'entretien et de nettoyage des locaux du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris (DISP de Paris).

### **1.2 – Type de marché**

Le présent marché est un marché de fournitures et de services.

### **1.3 – Mode de passation et forme du marché**

Le présent marché est un marché de service, passé sous forme d'une procédure de l'appel d'offre ouverte, soumis aux dispositions de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique.

Le présent marché est un marché de services qui se réfère au cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G- F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (Journal Officiel de La République Française n° 0078 du 01 avril 2021)

Le marché constitue un marché à bons de commande, conclu **sans montant minimum mais avec un montant maximum de 5 000 000 euros.**

Le marché est mono-attributaire par lot.

Les bons de commande seront notifiés par les représentants du pouvoir adjudicateur **au fur et à mesure des besoins.**

La nature des prestations à effectuer est décrite dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses fiches signalétiques annexées.

### **1.4 - Périmètre du marché**

Les lieux d'exécution des prestations sont les locaux et établissements du ressort de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) de Paris listés en annexe n°4. La DISP de Paris et les établissements qui en dépendent sont habilités à émettre des bons de commande.

### **1.5 - Décomposition en lots**

La présente consultation est allotie en quatre (4) lots, soit sept (7) départements répartis de la manière suivante :

<i>Lots</i>	<i>Départements</i>	<i>Désignation</i>
1	91-75	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Locaux de la Maison d'Arrêt de Fleury-Mérogis (MAF, bâtiment formation, logements, bâtiment base vie CRM,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation d'Evry (SPIP 91) Siège , Antenne de Courcouronnes</li> <li>• Locaux du Centre de Semi-Liberté (CSL) de Corbeil-Essonnes,</li> <li>• Locaux du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) du 91,</li> <li>• Locaux de l'Antenne du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) du 75,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) du 75 Site Charles Fourier,</li> <li>• Locaux du Dépôt du Palais de Justice à Paris dit « La sourisère ».</li> <li>• Locaux du Dépôt du Palais de Justice à Paris dit « Dépôt cour appel de Paris ».</li> </ul>
2	94	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Siège de la Direction Interrégionale de Paris (DISP)</b> y compris : Pavillon du Département Budget et Finances (DBF), Espace Modulaires DISP, DISSP, SME,PSE Locaux du Parc Médicis du Département des Affaires Immobilières (DAI), Locaux du Parc Médicis (Autorité de Régulation et de Programmation des Extractions Judiciaires (ARPEJ), Locaux du pavillon n°5 des Placements sous Surveillance Electronique et Electronique Mobile (PSE, PSEM), Locaux du pavillon n°7 de la CIRP,</li> <li>• Locaux de l'Antenne du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires (PREJ) du 94,</li> <li>• Service National des Transfèvements (SNT DAP) situé au RDC du bâtiment des locaux du Groupement d'Achat du CP de Fresnes,</li> <li>• <b>Centre Pénitentiaire de Fresnes (CP Fresnes GQ hommes et MA Femmes)</b> y compris : Locaux du Poste de Police, Locaux de l'Espace Universalis, Locaux de l'Abris Famille Locaux de la Maison des Internes, Locaux de l'Equipe Nationale des Transfèvements (ENT) situé au 1<sup>er</sup> étage des locaux du Groupement d'Achat, Locaux du Quartier de Semi Liberté (QSL) de Villejuif,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Créteil milieu fermé Fresnes (SPIP) du 94,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Créteil (SPIP) du 94.</li> </ul>
3	78	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Locaux de la Maison Centrale de Poissy,</li> <li>• Locaux du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires de Poissy (PREJ) du 78,</li> <li>• Locaux du Pôle de Rattachement des Extractions Judiciaires du Bois d'Arcy (PREJ) du 78,</li> <li>• Locaux de la Centre Pénitentiaire de Bois d'Arcy,</li> <li>• Locaux du Quartier de Semi-Liberté (QSL) de Bois d'Arcy,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Yvelines (SPIP) du 78 Siège</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation des Yvelines (SPIP) du 78 Antenne</li> </ul>



<i>Lots</i>	<i>Départements</i>	<i>Désignation</i>
4	77-93-95	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Locaux du Centre de Détention de Melun,</li> <li>• Locaux du Centre de Semi-Liberté (CSL) de Melun,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation de Melun (SPIP) du 77, Antenne de Meaux, Antenne de Fontainebleau, Siège Dammarie les Lys, et Antenne de La Rochette</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation St Denis (SPIP) Siège du 93, Antenne du 93,</li> <li>• Locaux du Centre de Semi-Liberté (CSL) de Gagny,</li> <li>• Locaux du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation Cergy-Pontoise (SPIP) du 95, Siège et Antenne</li> </ul>

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

L'Administration Pénitentiaire a élaboré un plan de rénovation de ses établissements, aussi au cours du marché, des modifications d'adresses ou de surfaces sont susceptibles d'intervenir.

Le Titulaire sera averti des modifications dans les conditions prévues au marché.

**Tout ajout ou suppression d'un site sera notifié au Titulaire par lettre recommandée et régularisé par voie d'avenant.**

#### 1.6 – Normes

Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

#### 1.7- Variantes et options et clauses de réexamen

La présente de consultation ne fait pas l'objet de variantes ou options.

Conformément aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique, les clauses de réexamen suivantes pourront s'appliquer en cours d'exécution du marché :

- Ajout ou suppression de sites propre à chaque pouvoir adjudicateur suite à construction, déménagement ou extension de nouveaux sites

L'ajout ou la suppression de sites sera notifié par écrit par le pouvoir adjudicateur par le biais d'un avenant.

Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer au pouvoir adjudicateur un devis détaillé.

L'ajout ou la suppression de site fera l'objet d'une nouvelle décomposition du prix après accord des parties qui se substituera au précédent ainsi qu'au montant prévu et fixé initialement. La fixation des prix pour les sites ajoutés devra obligatoirement être similaire et en cohérence avec les prix établis pour des sites similaires en termes de complexité et de superficie. Les prestations à effectuer sur les nouveaux sites seront identiques à celles prévues au CCTP.

- Arrêt ou suspension de prestations liées à un événement indépendant de la volonté du pouvoir adjudicateur.
- Disparition d'un indice de révision de prix

En cas de disparition d'un indice de révision de prix sans substitution de ce dernier, un nouvel indice est choisi par le pouvoir adjudicateur avec l'accord du titulaire et par échange de courrier. Si l'indice est substitué par un autre plus récent, le dernier indice en vigueur fait foi.

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial.

- Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la D.I.S.P. de Paris et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (R.I.B) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

- Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, la D.I.S.P. de Paris procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article R2343-16 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la DISP procédera à la résiliation du marché sans indemnités ni préavis.

### 1.8 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur, une mise en demeure lui demandant, s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au Titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse, dans le délai d'un mois, à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le Titulaire.

### 1.9 – Marchés de prestations similaires

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer des marchés de prestation de services similaires

## **ARTICLE 2 - DUREE ET RECONDUCTION DU MARCHE - DEBUT DES PRESTATIONS**

### 2.1– Durée et reconduction du marché

Le présent marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de sa date de notification ou du 1<sup>er</sup> mai 2025 si la notification est antérieure à cette date.

Il pourra être reconduit tacitement, trois (3) fois, par périodes successives d'un (1) an, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quatre (4) années.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut s'y opposer et les dispositions du code des marchés publics seront applicables de plein droit.

En cas d'absence de reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire du marché, deux (2) mois avant la date d'échéance de la période en cours.

### 2.2– Début des prestations

Le début d'exécution des prestations est prévu pour, sous réserve de validation, par le Contrôleur Budgétaire Régional (C.B.R.).

## **ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE**

### 3.1 - Pièces particulières :

Par dérogation l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- Les actes d'engagement (A.E des lots 1, 2, 3 et 4),
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P )
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)
- Les bordereaux des prix unitaires (B.P.U des lots 1, 2, 3 et 4),
- Les bordereaux des prix unitaires des prestations exceptionnelles et du tri sélectif
- Décomposition du prix global et forfaitaires pour les 4 lots
- Les deux formulaires DC1, DC2,
- Le mémoire technique : justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise ainsi que les fiches techniques correspondant aux produits, matériels, consommables et prestations proposées par le candidat.
- Tableau synthétique de présentation des produits (d'entretien et matériels) et des consommables proposées pour l'exécution du marché : avec la marque, la photo du produit et les caractéristiques techniques.
- Annexe n°1 : Dispositions communes aux établissements pénitentiaires,
- Annexes n° 2,3 ,2bis et 3bis : état des reprises des personnels,

- Annexe n°4 sur les Fiches signalétiques à retourner datées, tamponnées et signées
- Annexe n°6 sur le Certificat de Visite obligatoire
- Annexe n°7 sur l'Attestation d'engagement de confidentialité
- Annexe n°8 sur la Contrainte d'accès aux Etablissements
- La proposition technique du titulaire (cadre de réponse et tous les éléments annexés).

**Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.**

### 3.2 - Pièces générales

- Code de la commande publique en vigueur

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (Journal Officiel de La République Française n° 0078 du 01 avril 2021

Le C.C.A.G. - F.C.S. n'est pas joint au marché, il est réputé connu des entreprises et est disponible à l'adresse suivante : [Nouveaux CCAG 2021 publication au 1er avril 2021](#)

Seuls les exemplaires originaux conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

## **ARTICLE 4 - NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE**

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), pour l'ensemble des lots sont :

Classifications principales et complémentaires
Nettoyage des locaux hors logement de fonction (6182000000)
Services de nettoyage (90910000-9)
Services de nettoyage de logements, de bâtiments et de vitres (90911000-6)
Services de nettoyage de poubelles (9091800-5)

## **ARTICLE 5 – DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES**

Les spécifications techniques des prestations attendues au titre du présent marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) joint au dossier de consultation.

## **ARTICLE 6 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

La prestation de nettoyage des locaux est à assurer par le titulaire de façon continue.  
Les bons de commande sont mensuels.

### 6.1 - Obligations générales

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du prestataire, qui doit se conformer :

- aux dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile,
- aux termes réglementaires, parus ou à paraître, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans l'entreprise, et notamment à l'hygiène et à la sécurité du personnel.

En outre, il doit faire bénéficier son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à venir pendant la durée du marché.

Le personnel du prestataire doit être identifiable sans signe ostentatoire de religion.

## 6.2 – Obligation de résultat

**Le marché est assorti d'une obligation de résultat et non de moyen.**

**Le titulaire doit mettre en place le nombre de personnel nécessaire par site.**

Il doit tout mettre en œuvre, afin que les locaux, les mobiliers et les matériels dont il a la charge soient propres et entretenus. Ceci implique que le titulaire ait prévu le personnel et l'encadrement suffisant et qu'il ait élaboré et décrit un dispositif de contrôle permettant d'observer le niveau de propreté atteint. Ce dispositif de contrôle doit être décrit dans le mémoire technique du prestataire.

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens nécessaires de façon à assurer le niveau de qualité défini dans le C.C.T.P. et dans ses fiches signalétiques annexées. Le titulaire ne pourra se prévaloir d'une méconnaissance de l'état de propreté de départ pour s'exonérer de son obligation de résultat ou demander un complément de facturation.

## 6.3 – Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à fournir dans les 10 jours suivant la notification du marché, la liste nominative du personnel qu'il entend affecter à l'exécution du marché (voir article 10.3 du C.C.T.P.).

Il indiquera pour chacun leur niveau de qualification. Il s'oblige à informer sans délai le représentant de la personne publique, de tout changement dans la composition de ce personnel.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser l'affectation d'un agent si les dispositions définies à l'article 6 du présent document ne sont pas respectées.

Le titulaire est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations, ainsi que des vols, des pertes ou des indiscretions qui pourraient être commis par ses préposés. Il est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire devra obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai. Il soumettra d'autre part son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Aucun préposé ne sera admis dans les locaux à nettoyer, s'il n'est pas muni d'un vêtement spécifique au titulaire ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel devra faire preuve de la plus grande correction, et sera également tenu à la confidentialité.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies au marché par un autre agent de sa société ayant le même niveau de compétence. Le titulaire devra fournir au représentant du pouvoir adjudicateur, et ce par site, une copie de la pièce d'identité des personnels de remplacement dès le début des prestations. A défaut, le personnel ne sera pas habilité à pénétrer sur les sites concernés. Le prestataire se verra donc attribuer une pénalité pour défaut d'exécution de la prestation (voir article 9 du présent document).

En cas de constat de carence quant à l'application de cette clause, la personne publique se réserve le droit de faire appel à d'autres entreprises ou à utiliser d'autres moyens à sa disposition dont le coût sera supporté par le titulaire.

## Obligations particulières

Avant l'exécution de ses prestations, le titulaire doit décliner l'identité des agents chargés de l'entretien des locaux et permettre à chaque établissement de vérifier que lesdits agents sont dans une situation régulière au regard des différents textes visés.

La D.I.S.P. de Paris se réserve le droit d'interdire l'accès à un agent non habilité et de demander le remplacement immédiat d'un agent ne donnant pas satisfaction.

## Sécurité

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché et doit s'assurer du respect de ces obligations.

Afin d'assurer la sécurité des lieux, aucune personne ne peut accéder aux locaux sans y avoir été autorisée.

### **Organisation du travail et réunion**

Le titulaire devra obligatoirement affecter un responsable de secteur par lot coordonnant l'encadrement du personnel, le mode d'exécution des prestations, l'application des clauses techniques du C.C.T.P. et de ses fiches signalétiques.

Le titulaire devra mettre en place **une réunion mensuelle** relative au suivi de la qualité des prestations réalisées avec le représentant du pouvoir adjudicateur de chacun des sites.

**A l'issue de cette réunion, le titulaire doit transmettre à chacun des sites un compte rendu reprenant les points abordés et son plan d'action correctif.**

Des espaces de rangement et de stockage seront mis à la disposition du titulaire à titre gratuit sur chaque site. Le titulaire est tenu de maintenir ces espaces et les équipements en bon état de propreté et de fonctionnement. Le titulaire aura à sa charge toute remise en état des espaces et équipements dégradés. Une pénalité pour mauvaise entretien de ceux-ci lui sera appliqué (voir article 9 du présent document).

La personne publique dotera le titulaire de clés permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations (hormis les lieux protégés pour lesquels le titulaire réalisera le nettoyage en présence d'un agent de l'administration).

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à la personne publique les clés confiées initialement.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations seront assurées gratuitement par la personne publique.

### **Plan de prévention**

Les dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 sont applicables.

Le titulaire et la personne publique procéderont avant le commencement des prestations à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées.

Après notification du marché au titulaire, un plan de prévention régional doit être établi selon les dispositions de l'article 4 du C.C.T.P. Ce document doit être signé par les deux parties.

## **6.4 – Dispositions générales**

### **Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Conformément à la réglementation générale du travail, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

**En application de l'article R.8254-3 du code du travail (article R.341-30 de l'ancien Code du Travail), le titulaire doit remettre, dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché, à la D.I.S.P. de Paris une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.**

En application des articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail (article R. 324-4 ou R. 324-7 de l'ancien Code du travail), le prestataire remettra au pouvoir adjudicateur, lors de la conclusion du contrat **et tous les six mois jusqu'à la fin de son exécution**, l'ensemble des pièces mentionnées dans ces articles. A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat aux torts du titulaire.

### **Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de la Communauté Européenne sans avoir d'établissement fiscal en France, il facture ses prestations hors T.V.A. et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal. La monnaie de compte est l'euro.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article 114 du code des marchés publics, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse.

### **Obligations relatives au dispositif de lutte contre le travail dissimulé**

La loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit précise les obligations du pouvoir adjudicateur et du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé.

Lorsque le titulaire ne satisfait pas aux formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, le titulaire encourt une pénalité après une mise en demeure préalable.

Le pouvoir adjudicateur enjoint au titulaire de régulariser la situation dans les cas suivants :

- Il n'a pas produit les documents exigés par le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'article L8222-1 du code du travail,
- Un agent de contrôle signale au pouvoir adjudicateur que le titulaire ne respecte pas la réglementation relative à la lutte contre les différentes formes du travail illégal, conformément au dispositif d'alerte prévu par l'article L8222-6 du code du travail.

En l'absence de régularisation dans le délai fixé par décret en Conseil d'État, le pouvoir adjudicateur peut appliquer les pénalités détaillées ci-après ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques de l'entrepreneur.

Le montant des pénalités est égal à **10 % du montant du marché** et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

## **ARTICLE 7 – RECEPTION ET OPERATION DE VERIFICATION**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché).

### **Opérations de vérification**

Des vérifications inopinées de l'exécution des prestations, ainsi que des contrôles contradictoires de la qualité des prestations, pourront être effectués par le représentant du pouvoir adjudicateur sur site, en présence du responsable de secteur du titulaire et d'un représentant de l'Administration du site concerné.

### **Décisions après vérification**

Par dérogation à l'article 23 du C.C.A.G., les décisions après vérifications sont prises dans les conditions suivantes :

A l'issue des vérifications, le pouvoir adjudicateur statuera de la conformité ou non des prestations. Ainsi, si le pouvoir adjudicateur estime que des prestations sont non conformes aux stipulations du marché, il est en droit d'appliquer des pénalités prévues à l'article 9 du présent document.

## **ARTICLE 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET FRAIS DE TRANSPORT**

La livraison des fournitures sera faite aux adresses indiquées à l'annexe 2.

Les livraisons se dérouleront, dans les conditions prévues à l'article 20 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les frais de transport des fournitures seront à la charge du titulaire.

## **ARTICLE 9 – PENALITES ET SANCTIONS POUR DEFAUT D'EXECUTION DES PRESTATIONS N'ENTRAINANT PAS LA RESILIATION DU MARCHE**

**L'ensemble des pénalités ne peut dépasser 50% du montant total HT de la facture mensuelle.**

### **9.1 – Pénalités**

Seules les prestations effectivement exécutées de façon satisfaisante donnent droit à rémunération sans pénalité.

Le titulaire sera exonéré de toutes pénalités en cas de mise en place de mesures de sécurité pénitentiaire par le chef d'établissement garantissant la sécurité des personnes.

Il est à la charge du titulaire d'apporter la preuve de l'impossibilité d'accès au site par son personnel.

Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées, le pouvoir adjudicateur applique de plein droit sur la facture correspondante, une pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., dans le cas où le titulaire n'exécuterait pas la prestation objet du marché ou l'exécuterait partiellement de son fait, celui-ci encourt par jour calendaire d'inexécution, d'exécution partielle ou de mauvaise exécution sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- **Pénalités en cas d'inexécution des prestations courantes de nettoyage**  
(Imputées sur le montant de la prestation de nettoyage)

Pénalités forfaitaires
<p><b><u>Inexécution des prestations courantes de nettoyage :</u></b></p> <p>1 à 4 jours : 5% du montant total HT de la facture mensuelle <u>par jour d'inexécution</u></p> <p>Au-delà de 4 jours : 10% supplémentaires du montant total HT de la facture mensuelle <u>par jour d'inexécution</u></p> <p>Nota : L'ensemble des pénalités ne peut dépasser 50% du montant total HT de la facture mensuelle.</p>

- **Pénalités en cas d'exécution partielle des prestations courantes de nettoyage**  
(imputées sur le montant de la prestation de nettoyage)

Pénalités forfaitaires
------------------------



**Exécution partielle des prestations courantes de nettoyage :**

1 à 4 jours : 2% du montant total HT de la facture mensuelle par jour d'exécution partielle de cette prestation.

Au-delà de 4 jours : majoration à 5% du montant total HT de la facture mensuelle par jour d'exécution partielle de cette prestation.

Nota : L'ensemble des pénalités ne peut dépasser 50% du montant total HT de la facture mensuelle.

- **Pénalités en cas de mauvaise exécution des prestations courantes de nettoyage**  
(Imputées sur le montant de la prestation de nettoyage)

**Pénalités forfaitaires**

**Mauvaise exécution des prestations courantes de nettoyage :**

5% du montant total HT de la facture mensuelle par jour de mauvaise exécution de cette prestation.

- **Pénalités en cas d'absence de consommables**

En cas d'absence de consommables, le prestataire se verra appliquer les pénalités suivantes sur le montant de la fourniture de consommables :

**Pénalités forfaitaires**

De 1 à 10 jours

5% du montant total HT de la facture mensuelle par jour d'absence de consommables

A partir de 11 jours

Majoration à 10% du montant total HT de la facture mensuelle par jour d'absence de consommables

- **Pénalités en cas d'absence de personnel**

En cas d'absence d'un intervenant, pour toutes autres causes que les congés maladies ordinaires de 48h, le titulaire se voit appliquer les pénalités suivantes :

**Pénalités forfaitaires**

1 à 4 jours : 5% du montant total HT de la facture mensuelle par jour d'absence du personnel

Au-delà de 4 jours : majoration à 10% du montant total HT de la facture mensuelle par jour d'absence du personnel

En cas de congés maladies ordinaires (justificatifs médicaux à fournir au représentant du pouvoir adjudicateur), le titulaire est tenu de remplacer le personnel malade, dans le respect de l'article 6 du présent document, sous peine de se voir appliquer les pénalités ci-dessus.

- **Pénalités en cas de non-respect des normes prescrites au C.C.T.P.**

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le pouvoir adjudicateur donne lieu à la pénalité forfaitaire suivante :

Pénalités forfaitaires
10% du montant total HT de la facture mensuelle par jour de constatation pour un maximum de 50%

En cas de dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, le titulaire est dans l'obligation de remettre en état les installations ou équipements détériorés. En cas de refus du titulaire de remettre en état les installations ou équipements détériorés, la D.I.S.P. de Paris pourra procéder à la remise en état des installations ou des équipements détériorés aux frais et risques du titulaire.

- **Pénalités pour locaux de ménage non ou mal entretenus**

En cas d'un mauvais entretien des locaux ménagers mis à disposition du prestataire, celui-ci se verra appliquer la pénalité suivante :

Pénalités forfaitaires
5% du montant total HT de la facture mensuelle par jour de constatation

**Les pénalités sont cumulables entre elles et sont dues quel que soit leur montant.**

Le titulaire reste redevable de la non réalisation de la prestation qui a donné lieu à une pénalité, et ne peut être considéré comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Les pénalités commencent à courir, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Les pénalités s'appliqueront sur le montant HT de la facture et viendront en déduction du montant TTC. Le montant de la pénalité est déduit du montant de la facture à venir.

**9.2 – Sanctions encourues en cas de non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Lorsque la D.I.S.P. de Paris est informée par les services compétents en matière de lutte contre le travail dissimulé du non-respect par le titulaire des obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5, ces manquements donneront lieu à une mise en demeure de faire cesser cette situation, de plus, la personne étant en état de travail dissimulée ne pourra plus accéder à aucun des sites jusqu'à la régularisation de sa situation administrative. Cette absence donnera lieu à une pénalité d'absence de personnel sur le site.

Le titulaire mis en demeure devra apporter à la D.I.S.P. de Paris la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle dans un délai de 3 jours ouvrés. Dès réception de la preuve, la personne sera autorisée à accéder de nouveau aux sites.

A défaut de correction des irrégularités signalées, la D.I.S.P. de Paris informera l'agent auteur du signalement et pourra résilier le marché sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

**ARTICLE 10 - CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de début du marché).

- **Émission et délai d'exécution des bons de commande**

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire. Le marché s'exécute au moyen d'émission de bons de commande établis par les établissements du ressort de la DISP de Paris.

➤ **Pour les prestations :**

- **Un bon de commande d'une durée maximum de 12 mois pour l'année 2025 ;**
- **Un bon de commande d'une durée maximum de 12 mois pour l'année 2026 ;**
- **Un bon de commande d'une durée maximum de 12 mois pour l'année 2027 ;**
- **Un bon de commande d'une durée maximum de 12 mois pour l'année 2028 ;**

➤ **Pour les prestations ponctuelles**, le délai d'exécution est indiqué dans chaque bon de commande.

Ils peuvent être émis à compter du premier jour d'exécution du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée de validité des bons de commandes ne peut excéder de trois (3) mois la durée de validité du marché.

Les prestations sont à exécuter à l'adresse indiquée sur les bons de commande. Les bons de commande sont transmis au titulaire par courrier, courriel ou par télécopie par le DAEBC (Département des achats et de l'exécution budgétaire et comptable de la DIR-SG Paris IDF

• **Contenu des bons de commande**

Les bons de commande doivent comporter les renseignements suivants :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date d'émission du bon de commande,
- Le numéro du bon de commande,
- La date de livraison des prestations,
- **Le numéro du marché,**
- **Le numéro d'engagement juridique initial (EJ marché),**
- La désignation et l'adresse du service destinataire des prestations,
- La désignation et l'adresse de facturation,
- Les montants HT et TTC des consommables,
- Les montants HT et TTC des prestations courantes,
- Les montants HT et TTC des prestations exceptionnelles,
- Les montants HT et TTC du tri sélectif du papier,
- Le taux et le montant de la TVA de chacune des prestations,
- Le montant HT et TTC du bon de commande.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

• **Émission et délai d'exécution des bons de commande**

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire.

Le marché s'exécute au moyen d'émission de bons de commande annuel ou mensuel par site établis par le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les bons de commande sont établis pour le mois suivant de leur édition. Ils peuvent être émis à compter du premier jour d'exécution du marché jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée de validité des bons de commandes ne peut excéder de trois (3) mois la durée de validité du marché.

Les prestations sont à exécuter à l'adresse indiquée sur les bons de commande.

Les bons de commande sont transmis au titulaire par courrier, courriel ou par télécopie par la Plate-Forme Interministérielle (P.F.I.) d'Île-de-France.

## **ARTICLE 11 – PRIX DU MARCHÉ - CONTENU – VARIATION**

### **11.1- Prix du marché**

Le montant des prestations, faisant l'objet du marché, est celui qui résulte des bons de commande émis, par application des prix unitaires précisés dans le bordereau des prix.

### **11.2- Répartition du montant en cas de groupement**

Le groupement doit fournir en annexe des actes d'engagement, la répartition des prestations et leurs montants entre cotraitants et sous-traitants.

### **11.3- Contenu des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risques et les marges bénéficiaires.

### **11.4 – Type de variation des prix**

Le prix sont réputés fermes pour une période de 12 mois à compter de la date d'entrée en vigueur du marché.

Les actualisations interviendront, par la suite, une fois par an, à la date anniversaire du début des prestations. Les prix sont actualisés suivants les modalités fixées à l'article 11.6 du présent document.

### **11.5 – Mois d'établissement des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du dernier indice trimestriel connu au moment de la notification du marché.

### **11.6 – Actualisation des prix**

L'indice d'actualisation des prix se basera sur l'indice INSEE suivant :

Indice trimestriel des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - Prix de base - CPF 81.22 - Autres services de nettoyage des bâtiments et de nettoyage industriel - Base 2021 : INSEE 010766461.

Les valeurs des indices sont à relever sur le site :

<http://www.insee.fr>

ou plus précisément :

<http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/serie.asp?idbank=001664257>

Le prix sera actualisé selon la formule suivante :

$$P=P0 [0.20+ (0.80 \times (\text{Indice INSEE 1}/\text{Indice INSEE 0}))]$$

Dans laquelle :

- **P**= montant actualisé hors taxe,
- **P0**= prix HT (Prix unitaire figurant dans le bordereau des prix unitaires),
- **INSEE 0** = Indice INSEE trimestriel dont la valeur est celle de l'indice du 3-ème trimestre 2024,
- **INSEE 1** = indice INSEE trimestriel dont la valeur est celle du dernier indice connu à la date anniversaire du marché.

**L'actualisation des prix, datée et signée, doit être transmise par le titulaire à l'appui d'une lettre recommandée avec accusé réception au minimum 30 jours avant la date anniversaire du marché, auprès de la D.I.S.P. de Paris, D.B.F/U.A.M.P., 3 avenue de la Division Leclerc, BP 103,**

**94267 Fresnes Cedex. A défaut, l'actualisation de prix ne pourra pas être appliquée et l'ancien prix restera applicable pour toute la nouvelle période. Si l'indice du trimestre de révision n'est pas connu, la révision sera effectuée provisoirement sur la base du dernier indice connu. Dès que l'indice du trimestre de révision sera publié, la révision définitive des prix sera effectuée et prendra effet rétroactivement afin de corriger la révision provisoire des prix.**

**La clause limitative dite « de sauvegarde » s'applique :** l'administration se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date d'application de l'actualisation des prix, sans indemnité, lorsque l'augmentation du pourcentage de la révision est supérieure à 1.500% par an sans pouvoir excéder 4% sur la durée totale du marché.

#### 11.7 – Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule d'ajustement des prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 1 et 5 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la troisième décimale est comprise entre 6 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### **ARTICLE 12 – AVANCES**

#### 12.1 - Conditions de versement et de remboursement

Sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement, le montant de l'avance qui pourra lui être accordée sera égal à 5%, dans les conditions fixées aux articles L.2191-2, L.2191-2 et R.2191-3 à R.2191-12 (régime général de l'avance) et R.2191-16 à R.2191-18 du code de la commande publique. Aucune autre avance ne sera accordée.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

**Note :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article L.2191-2 à L.2191.3 du code de la commande publique.

#### 12.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### **ARTICLE 13 – MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

**Le prestataire doit émettre une facture trimestrielle à terme échu pour la prestation objet du marché.**

Le montant de l'avance versée, les pénalités et les réfections sont déduites le cas échéant du montant de la facture, qui fait apparaître la valeur totale des prestations réalisées et/ou des fournitures livrées.

La **DISP de Paris** se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du titulaire défini dans l'acte d'engagement.

### 13.1- Présentation des demandes de paiement par le titulaire

- **Envoi dématérialisé et recours à un portail**

La transmission des factures doit être effectuée conformément aux dispositions de **l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique**.

Le Titulaire doit recourir à un portail

Utiliser le **portail Chorus Factures** accessible par internet à l'URL : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

i) En déposant ses factures ;

ii) En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le Titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://chorus-factures.budget.gouv.fr> ; rubriques « aide » ou « en savoir plus ».

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à : [support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr](mailto:support.technique@chorus-factures.budget.gouv.fr)

A l'aide du portail Chorus factures, le Titulaire de l'accord-cadre doit adresser ses factures sous forme électronique.

Le portail Chorus factures offre les fonctionnalités suivantes :

- Adresser les factures dématérialisées des fournisseurs aux services de l'État (par saisie manuelle ou dépôt de PDF) ;
- Suivre l'avancement du traitement des factures dématérialisées par les services de l'État.

Ce service est gratuit.

- **Demandes de paiement**

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11.4 du C.C.A.G.-F.C.S.

**Outre les mentions légales**, la facture est établie en un original et devra comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- L'adresse du titulaire,
- Le numéro de SIREN ou de SIRET,
- La date et le numéro de la facture,
- Le numéro du compte bancaire ou postal (RIB fournis avec l'acte d'engagement),
- **le n° du marché CHORUS,**
- **le numéro d'EJ (engagement juridique) du BC Chorus,**
- L'adresse et l'identification du lieu d'exécution des prestations
- La période d'exécution des prestations,
- la date du bon de commande correspondant ;
- les montants H.T. et T.T.C. des prestations exécutées ;
- les taux et les montants de la TVA
- le cas échéant, la mention des précomptes, retenues et escomptes ;
- **la nature des prestations exécutées,**
- le détail des prix unitaires si les prestations effectuées sont incomplètes ou non conforme,
- le taux et le montant de la TVA,

En cas de révision des prix, le titulaire indique les prix révisés par application du coefficient de calcul communiqué par la DISP de Paris renseigné à l'article 9.4 ci-dessus.

### 13.2 – Modalités et délai de paiement

Le règlement des factures se fera par mandat administratif.

#### **IMPORTANT :**

En cas de groupement, les factures de chaque cotraitant doivent renseigner l'indication précisant s'il y a paiement à un compte unique ouvert au nom du groupement.

En cas de sous-traitance, les factures du titulaire devront renseigner, en plus des mentions listées ci-dessus, le montant des prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

- **En cas de cotraitance :**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

- **En cas de sous-traitance :**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous traitant.

Cette décision est notifiée aux sous-traitants et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse ensuite sa demande de paiement, au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des demandes de paiement produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.

Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

### 13.3 – Modalités et délai de paiement

Le règlement des factures se fera par mandat administratif.

- **Modalités de paiement en cas de groupement**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement conformément à l'article 12.1.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

- **Modalités de paiement en cas de désaccord**

En cas de désaccord entre le titulaire et la D.I.S.P. de Paris, le paiement sera effectué par virement sur la base provisoire des sommes admises par la D.I.S.P. de Paris dans les conditions prévues à l'article 11.7.3 du C.C.A.G.- F.C.S., déduction faite des éventuelles pénalités.

- **Délai global de paiement et mode de calcul des intérêts moratoires**

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires en application de l'article L.2192-12 à L.2192-14 du code de la commande publique, au bénéfice du titulaire du marché.

Le taux des intérêts moratoires (IM) sera le taux applicable égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal majoré de **huit points** en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir. Le paiement d'effectuera par mandat administratif.

## **ARTICLE 14 – GESTION ET SUIVI DU MARCHE**

### *14.1 – Interlocuteurs du marché*

**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Paris**

Département Budget et Finances

Unité des Achats et des Marchés Publics (UAMP)

Courriels : [LISTEDRSPPARISCELLULEMARCHE@justice.fr](mailto:LISTEDRSPPARISCELLULEMARCHE@justice.fr)

### *14.2 – Forme des notifications et communications*

Les échanges de communication entre la D.I.S.P. de Paris et le titulaire peuvent être effectués par tout moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Lorsque la notification d'une décision ou information de la D.I.S.P. de Paris doit faire courir un délai, ce document est notifié :

- Soit directement au titulaire ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé,
- Soit par échanges dématérialisés (courriel avec accusé de réception par retour d'e-mail),
- Soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Le titulaire procédera de la même façon s'il entend donner à sa communication une date certaine.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou d'une communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la D.I.S.P. de Paris, dans un délai de 15 jour décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.2.2 du C.C.A.G.- F.C.S.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui sont notifiées au titre de l'exécution du présent marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

## **ARTICLE 15 – MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE**

### **• Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit la D.I.S.P. de Paris et communiquer un extrait Kbis et une fiche SIREN mentionnant ce changement ainsi qu'un nouveau relevé d'identité bancaire (R.I.B) et, le cas échéant toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment), dans les plus brefs délais.

### **• Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

En cas de transfert du marché à une autre entreprise après cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais le service en charge du suivi contractuel et administratif du marché.

Prenant acte de cette demande de transfert, la D.I.S.P. de Paris procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale.

En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés à l'article 46 du code des marchés publics et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D. 8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.



Un extrait Kbis, une fiche SIREN et un relevé d'identité bancaire devront également être joints à la demande ainsi que, le cas échéant, toute pièce justificative complémentaire (copie de l'annonce dans un journal d'annonces légales notamment).

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la D.I.S.P. procédera à la résiliation du marché sans indemnité ni préavis.

## **ARTICLE 16 – CONFIDENTIALITE**

Il est dérogé à l'article 5.1 du C.C.A.G.-. F.C.S. comme suit :

### **16.1 – Confidentialité des échanges dans le cadre de ce marché**

Les parties s'engagent à ne pas divulguer le présent marché et toute information de quelque nature que ce soit échangée à l'occasion de son exécution et à prendre toutes mesures propres à empêcher une telle divulgation. Elles se portent fort du respect par leurs salariés de cette obligation de confidentialité, même après que ceux-ci auront cessé leurs fonctions.

Cette obligation se maintient pendant toute la durée d'exécution du marché, mais aussi à son terme tant que ces informations n'ont pas été rendues publiques par la volonté de la D.I.S.P. de Paris.

Le titulaire pourra toutefois communiquer lesdites informations à ses fournisseurs ou sous-traitants sous réserve de leur imposer la même obligation de confidentialité. Les parties s'engagent au respect de l'obligation de confidentialité par les personnes à qui la diffusion de l'information est expressément autorisée.

### **16.2 – Confidentialité des données**

Les données contenues dans les supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du présent marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché,
- Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du présent marché,
- Prendre toutes mesures notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traitées tout au long de la durée du présent marché,
- Et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, ou à restituer intégralement tous supports d'informations.

A ce titre, si le titulaire sous traite sa prestation, les stipulations ci-dessus s'appliquent au sous-traitant. Le titulaire prendra toutes les dispositions pour que ces obligations soient respectées.

La D.I.S.P. de Paris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater les respects des obligations précitées par un tiers qu'il aura préalablement agréé.

Il est rappelé que, en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

La D.I.S.P. de Paris pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou du non-respect des dispositions précitées.

## **ARTICLE 17 – CONDITIONS D'ACCES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES**

Suivant l'application des dispositions de l'article 5 du C.C.A.G. relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité, le titulaire du marché est informé des modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements.

Les candidats sont réputés informés des conditions particulières à leur intervention à l'intérieur d'établissement pénitentiaire en activité. Ils se conforment à toutes injonctions du chef d'établissement et/ou du personnel pénitentiaire concernant le fonctionnement de l'établissement.

Ils ne peuvent en aucun cas arguer d'un quelconque préjudice à ce titre.

### **• Modalités d'obtention des autorisations d'accès aux établissements**

Dès notification du marché, le titulaire doit fournir à l'administration une photocopie recto/verso de la pièce d'identité en cours de validité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité couleurs de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne peuvent accéder dans les établissements.

Toute personne entrant dans l'établissement doit se plier aux contrôles d'usage et respecter les articles de procédure pénale suivants : D220, D274, D277, D278 et D430.

A titre de rappel l'article 434-35 du code pénal dispose « est puni d'un an d'emprisonnement et de 15.000 euros d'amende le fait, en quelque lieu qu'il se produise, de remettre ou de faire parvenir à une personne détenue ou de recevoir de lui et de transmettre des sommes d'argent, correspondances, objets ou substances quelconques ainsi que de communiquer par tout moyen avec une personne détenue, en dehors des cas autorisés par les règlements.

La peine est portée à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende si le coupable est chargé de la surveillance des personnes détenues ou s'il est habilité par ses fonctions à pénétrer dans un établissement pénitentiaire ou à approcher, à quelque titre que ce soit des personnes détenues. »

En application du Chapitre 5 du C.C.A.G.-. F.C.S., tout manquement à ces obligations entraînera, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable et dans les conditions décrites à l'article 23 de la présente.

## **ARTICLE 18 – REPRISE DU PERSONNEL**

Le titulaire entrant s'engage à respecter les normes, réglementation et convention collective en vigueur au titre du présent marché (annexe 8 - convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011).

Le prestataire trouvera les renseignements nécessaires à la reprise du personnel dans l'annexe n°3.

## **ARTICLE 19 – HYGIENE ET SECURITE**

En cas d'inobservation par le titulaire des règles d'hygiène et de sécurité, l'administration pénitentiaire se réserve la faculté, en cas d'urgence ou de danger notamment pour les personnes, d'imposer au titulaire, sans mise en demeure préalable, l'interruption des prestations, objet du présent marché, jusqu'à la mise en conformité avec ces prescriptions. Cette interruption ne suspendra pas les délais contractuels fixés au marché. A défaut, la D.I.S.P. de Paris pourra commander les actions nécessaires auprès d'un tiers aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 20 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, l'administration pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de non exécution de tout ou partie de la prestation, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, par un tiers aux frais et risques du titulaire.

Une exécution incomplète est assimilée à la non exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne exécution des prestations.

## **ARTICLE 21 – NANTISSEMENT**

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues à l'article L.2191-8 et R.2191-46 à R.2191-63 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 22 – ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire doit contacter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

En conséquence, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent contrat, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile et au titre de la responsabilité professionnelle découlant des principes dont s'inspirent les articles 1240 à 1242, 1792 et suivants du Code Civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

## **ARTICLE 23 – RESILIATION**

### **23.1 – Résiliation du marché**

Les stipulations du C.C.A.G.-F.C.S. relatives à la résiliation du marché sont applicables.

Néanmoins, par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, aucune indemnité ne sera due au titulaire.

Il est rappelé que la D.I.S.P. pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non respect des dispositions citées à l'article 16 du présent document.

### **23.2 – Résiliation du marché dans le cadre du dispositif d'alerte en matière de lutte contre le travail dissimulé**

Si dans le cadre du dispositif d'alerte prévu par l'article L.8222-6 du code du travail relatif à la lutte contre le travail dissimulé, le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation au regard des dispositions prévues aux articles L.8221.3 à L.8221.5 du code du travail, la personne publique pourra appliquer la pénalité prévue à l'article 6.3.3 du présent document et résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 24 - DROIT, LITIGE ET LANGUE**

La loi française est seule applicable et les tribunaux français seuls compétents.

En cas de litiges sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui la concerne des cas relevant de l'application de plein droit par le pouvoir adjudicateur des dispositions du C.C.A.G. et des pénalités prévues au présent C.C.A.P., les parties conviennent de rechercher un accord amiable.

A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le **comité consultatif du règlement amiable** qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article 127 du code des marchés publics).

**Le C.C.I.R.A. compétent et celui de PARIS :**

Préfecture de la région Ile-de-France  
Préfecture de Paris  
5, rue Leblanc  
75911 Paris cedex 15  
Tél. : 01.82.52.42.72 ou 01.82.52.40.00  
Fax : 01.82.52.42.95  
Courriel : [ccira@paris-idf.gouv.fr](mailto:ccira@paris-idf.gouv.fr)

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables.

Le tribunal compétent est le **Tribunal Administratif de Melun** conformément aux dispositions de l'article R312-11 du code de justice administrative.

**Tribunal Administratif de Melun :**

43 Rue du Général De Gaulle  
Case Postale 8630  
77008 MELUN CEDEX  
Tél : 01 60 56 66 30  
Fax : 01 60 56 66 10

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

L'unité monétaire utilisée dans le cadre de ce marché est l'**Euro**.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

**ARTICLE 25 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES**

Les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1240 et suivant du Code civil sont applicables dans le cadre du présent marché.

Le titulaire et son personnel s'engagent à observer le secret absolu sur les activités, les matériels et les informations dont ils pourraient avoir connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations dans les différents sites.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute grave de nature à conduire l'Administration à résilier le marché aux torts du Titulaire à raison de ses fautes (à ses torts exclusifs).

Le Titulaire et ses préposés accomplissant un service dans un établissement pénitentiaire sont soumis aux interdictions énumérées par le Code Pénal à l'article 434-35 et par le Code de Procédure Pénale à l'article D. 220. Ces articles précisent notamment qu'il est interdit aux personnes susvisées d'introduire ou de sortir des correspondances, des sommes d'argent, ainsi que tous objets quelconques destinés aux détenus ou venant de leur part.

Toute infraction à ces articles entraînerait les sanctions prévues par le Code Pénal aux articles 434-32 et 434-35 et la résiliation du ou des marché(s) attribué(s) au titulaire.

## **ARTICLE 26 - DEROGATION AU C.C.A.G.**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services, explicitées dans les articles désignés dans le C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 13 déroge à l'article 11 du C.C.A.G.-Fournitures Courantes et Services.

L'article 9 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services.

## **ARTICLE 27 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE**

Le titulaire du marché s'engage à respecter les conventions internationales du travail ci-après désignées, pour l'exécution du marché. Il s'engage à vérifier que ses sous-traitants et ses fournisseurs respectent lesdites conventions :

- La convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948),
- La convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949),
- La convention sur le travail forcé (C29, 1930),
- La convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957),
- La convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951),
- La convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958),
- La convention sur l'âge minimum (C138, 1973),
- La convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

La D.I.S.P. de Paris est en droit, pour l'application de la présente disposition, de demander au titulaire une attestation sur l'honneur de sa part ainsi que de celle de ses sous-traitants, prestataires et fournisseurs sur le respect de ces conventions.

Le non-respect de cet engagement soumet le titulaire à l'application des dispositions de l'article 32 du C.C.A.G.-. F.C.S.

## **ARTICLE 28 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

En conformité avec l'article 7.1 et 7.2 du C.C.A.G F.C.S sur la protection de l'environnement, le titulaire s'engage à adopter une démarche respectueuse de l'environnement dans le cadre de l'exécution des marchés publics à réaliser.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

## **ARTICLE 29 – DIMENSION SOCIALE : DIVERSITE ET EGALITE F/H**

Le ministère de la Justice est engagé dans une démarche de promotion de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. A ce titre, il est attentif dans le choix de ses contractants comme dans la réalisation des prestations, au respect des dispositions législatives et réglementaires en la matière.

Le titulaire doit s'engager, au titre de l'exécution du marché, dans une démarche d'amélioration continue de la qualité de ses pratiques sociales en matière de prévention des discriminations, ainsi que de promotion de l'égalité des chances et de la diversité, notamment l'égalité entre les femmes et les hommes (égal-conditionnalité).

La promotion de la diversité s'entend comme l'ensemble des moyens permettant de garantir l'égalité réelle de traitement entre tous les individus dans le domaine de l'emploi, indépendamment de leurs différences. Elle regroupe des actions de lutte contre les discriminations et de promotion de l'égalité des chances.